Le Numéro 10 Centimes

Abonnements 3 mois 6 mois 1 an
Seine, S.-et-O. 8 » 15 50 30 »
France, colon. 9 » 16 50 32 »
Etranger ..... 10 » 18 » 35 »

TÉLÉPHONE
Administr. Gut. 01.67-01.74-01.75
Rédaction. Gut. 01.76-01.77-01.78

61, rue Lafayette, Paris (9e)

5 heures du matin — EDITION DE PARIS — 5 heures du matin

Le Petit Journal

LUNDI 23 DÉCEMBRE
56me Année — 1918 — N° 20.450
SAINTE ANASTASIE
SOLEIL : lev. 7 h. 45; c. 15 h. 56
LUNE : P. L. le 17; D.Q. le 25

Bonne renommée...

Que notre pays ait bonne renommée, nous en sommes certains aujourd'hui, et la gêne matérielle que nous subissons, sans parler de nos deuils et de nos tristesses, est grandement payée par l'éclatante victoire et par l'estime du monde entier. « Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée », dit le proverbe. La ceinture de la France est serrée fort étroitement. La France s'en console par l'honneur. Au moins faut-il que l'honneur demeure pur et sans taches.

Notre bonne renommée est avant tout l'œuvre de nos soldats. Ils la conserveront telle qu'ils l'ont faite, haute et pure. Elle est aussi l'œuvre des citoyens qui, ne pouvant servir aux armées, ont accepté et rempli vaillamment d'autres devoirs. Elle est l'œuvre des braves gens qui ont supporté les épreuves cruelles de ces quatre années, sans récriminer ni désespérer ; des travailleurs qui ont fait leur besogne en toute conscience, des femmes qui ont gardé le foyer, soigné les enfants, encouragé l'homme qui luttait et souffrait loin d'elles. Notre bonne renommée est faite de tous les efforts et de toutes les vertus de notre peuple, de toutes les belles pensées, de tous les sentiments nobles, de tous les sacrifices bravement consentis, qui sont comme les épis innombrables d'une gerbe magnifique.

Cette bonne renommée est notre gloire commune et notre bien collectif. Elle nous promet des lendemains prospères en nous assurant l'aide efficace de ceux qui se sont déclarés nos amis. Elle explique cette ardeur généreuse, cette chaleur d'âme que nous trouvons chez nos alliés d'Amérique. Ils nous aiment, certes, mais non pas, comme certains le croyaient, avant la guerre, pour nos « aimables défauts ». Préférons donc, pour une fois, nos qualités sérieuses à nos défauts aimables. Sachons bien qu'elles seules nous ont fait estimer et que l'estime est la condition essentielle des affections fortes et longues.

Si vous éprouvez ce sentiment, si vous êtes jaloux de cette bonne renommée de la France, n'êtes-vous pas affligé et indigné quand des Français la démentent ?

Les Américains qui ont débarqué chez nous, pleins de confiance, la main tendue, n'ont pas eu toujours à se louer de l'accueil que leur réservaient des personnes peu scrupuleuses. Ils ont trouvé des commerçants qui les ont ignoblement exploités, et ils n'ont pas manqué de s'en apercevoir. Sans doute, ils ont compris que ces profiteurs n'étaient pas la France, mais l'impression a été fâcheuse et il ne faudrait pas qu'elle durât trop longtemps.

Depuis trois ans — car il n'en était pas de même au début de la guerre — la passion du lucre s'est développée, à mesure que diminuait, chez certaines gens, le sens de l'honneur professionnel. Je ne parle pas seulement de la vermine des intermédiaires et spéculateurs qui pullulent sur le grand corps de la nation ; mais quantité de marchands ont paru croire que faire la guerre c'est d'abord faire sa pelote. Il est vrai que la guerre, d'autres la faisaient pour eux.

Ils ne se contentent pas de nous gruger ; ils nous grugent avec insolence. L'ancienne aménité française disparaît peu à peu des boutiques. Une façon grossière et brutale remplace cette politesse naturelle qui donnait de la dignité aux personnes les plus modestes.

Cela — et l'attitude de nombreuses femmes qui veulent, elles aussi, profiter de l'alliance américaine — n'est pas pour nous un motif de joie et de fierté. Quand un bon Sammy qui baragouine notre langue est détroussé par un mercanti, quand une dame dont le mari est soldat offre à cet étranger un équivoque marrainage, la bonne renommée de la France n'en est pas rehaussée. Il est bon de le savoir, d'y songer quelquefois et de le dire.

Marcelle TINAYRE.

LE PRINCE DE SERBIE arrivera le 28 décembre à Paris

Berne, 22 Décembre. — On mande d'Agram :

On assure que la visite du prince régent de Serbie à Paris, qui devait avoir lieu le 26, a été, sur la demande du prince, retardée de quelques jours.

Le prince n'arriverait à Paris que le 28. — (*Radio.*)

L'AGE D'OR

(*250 fr. d'indemnité de sortie de campagne*).

(Dessin de KERN).

— C'était le contraire avant la guerre, à chaque fois que nous sortions à la campagne, c'était deux louis de fichus !...

L'EUROPE NOUVELLE

M. MASARYK

président de la République tchéco-slovaque

prête serment à Prague

Bâle, 22 Décembre. — On mande de Prague, 22 décembre : le président Masaryk est arrivé hier, salué avec enthousiasme par une foule considérable, ainsi que par les troupes et les étudiants.

Après son arrivée, M. Masaryk s'est rendu à travers les rues de Prague pavoisées à la diète des représentants. Des officiers de toutes les puissances de l'Entente assistaient à cette séance solennelle.

Le président de la Chambre, M. Tomasek, a prononcé une allocution de bienvenue et le député Janeska a salué M. Masaryk au nom des Slovaques.

Un message de salutations de M. Orlando a été accueilli par des applaudissements.

Le président de la Chambre a lu ensuite la formule du serment :

« *Je jure, comme président de la République tchéco-slovaque, sur mon honneur et ma conscience, que je veillerai au bien de la République et du peuple et que je respecterai les lois.* »

M. Masaryk a répondu : « *Je le jure.* »

L'assistance a éclaté en applaudissements enthousiastes et a chanté l'hymne national.

M. Masaryk a invité les députés à se réunir demain au château où sera lu le premier message du président de la République tchéco-slovaque.

L'Etat tchéco-slovaque est situé, on le sait, au centre de l'Europe, entre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne. Les différentes parties dépendantes jusqu'ici de l'Autriche et qui le composent sont : la Bohême, la Moravie, la Slovaquie et une petite partie de la Silésie ; ces quatre pays ont une population totale d'environ 10 millions et demi d'habitants.

L'importance de cet Etat est double, au point de vue géographique et au point de vue économique. Le pays tchèque, en effet, par sa situation au centre de l'Europe, est comme un réduit puissant qui en domine toutes les régions et en surveille tous les chemins.

L'Etat tchéco-slovaque n'a pas d'accès direct avec la mer, mais son voisinage immédiat avec l'Etat ami que sera la Pologne lui permettra un accès indirect sur la Baltique.

Les pays germains — Allemagne et Autriche — se trouveront ainsi complètement isolés par la Pologne, la Tchéco-Slavie, la Hongrie et la Yougo-Slavie qui forment une véritable barrière à l'expansion germanique du côté de l'Orient.

Au point de vue économique, il suffit de rappeler que la Bohême était, pour l'industrie et l'agriculture, le plus riche Etat de l'Autriche-Hongrie.

Le Monténégro définitivement rattaché à la Serbie

Bâle, 22 Décembre. — Les délégués de la Skoupchtina du Monténégro ont notifié officiellement à Belgrade la réunion du Monténégro à la Serbie.

Le colonel de Villaime n'a pas été assassiné

Bâle, 22 Décembre. — On mande de Vienne :

Le représentant de la République du peuple ukrainien, M. Wassiliko, dément l'information de source polonaise selon laquelle le colonel français de Villaime aurait été assassiné par des soldats ukrainiens. Le colonel de Villaime, qui a été arrêté parce qu'il était en compagnie d'un autre Français, M. Redmont, dont les passeports ne sont pas valables, est seulement sous la surveillance de la police avec M. Redmont.

Le "Quartier" revit

Les fêtes de janvier et février

L'Association générale des étudiants renaît à la vie joyeuse, car, malgré les quatre années de guerre, la vie de labeur n'a jamais cessé pour elle.

Voici en quels termes son président, M. Maurice Duramé, nous a exposé le programme de l'A — comme on l'appelle au « Quartier » :

— Avant de vous énumérer les fêtes projetées, laissez-moi vous dire combien je suis heureux d'avoir enfin obtenu du gouvernement la promesse formelle que tous les étudiants mobilisés allaient être incessamment ramenés dans des centres universitaires où ils pourront reprendre leurs études. Des cours spéciaux de réadaptation vont être faits à leur intention et ils pourront ainsi se remettre rapidement au courant.

Maintenant, passons aux fêtes qui vont rendre les mois de janvier et février prochains moins tristes que les précédents.

Nous allons avoir d'abord à recevoir les étudiants américains ; ensuite, le 26 janvier, aura lieu, à la Sorbonne, une grande manifestation en l'honneur des étudiants de la victoire. Cette fête sera présidée par M. Deschanel et de nombreuses personnalités y prendront la parole. Enfin, nous organisons une autre manifestation pour fêter la délivrance de la Belgique.

Vous voyez qu'on ne s'ennuiera pas.

Ajoutons que l'Association ouvrait, hier, cette belle série par un gala en l'honneur de la libération de la France.

A cette fête, présidée par le représentant du ministre du Blocus entouré de MM. Maurice Duramé et Lamoureux, président et vice-président de l'Association, M. Inghels, député du Nord, récemment rapatrié d'Allemagne, a prononcé un vibrant discours. De nombreux artistes se sont ensuite fait applaudir.

COMMENT NAQUIT la révolution allemande

(*De l'envoyé spécial du* Petit Journal)

Cologne, ... Décembre. — Il suffit d'être en face d'un fait pour qu'il cesse d'être étonnant. Si, hier, quand l'Allemagne était l'empire le plus discipliné de la terre on vous eût tracé le tableau que, politiquement, elle offre aujourd'hui, vous n'eussiez voulu l'admettre.

Le premier craquement s'entendit dans la marine. Rien d'étonnant. Ce n'est pas de ces dernières années que la marine allemande présentait moins de discipline que les troupes de terre. Depuis des années, et s'accentuant à mesure, des feux follets de mécontentement montaient les soirs des ponts des navires. C'est que la vie sur les bateaux est plus intime que dans les casernes, les marins observaient de plus près leurs officiers, ils les voyaient mangeant bien, buvant bien. « Ces messieurs se régalent et nous, nous avons toujours des betteraves », disaient-ils. Les permissions étaient rares, on bougonnait ; la guerre arriva, les motifs d'excitations augmentèrent de volume, les betteraves aussi ; ceux qui revenaient des croisières de sous-marins racontaient la terrible vie.

L'impatience de prendre la mer pour de glorieuses aventures n'attisa en rien leur sourde colère ; s'ils demandaient du nouveau, ce n'était pas d'aller à la bataille : c'était d'être mieux. Le mieux ne vint pas. 1917 vit leurs premières velléités révolutionnaires. Les autorités frappèrent, emprisonnèrent. On leur renfonça leurs cris dans la gorge. Les mois passèrent, aigrissant les cœurs, excitant les esprits. Ça gagna, ça gagna.

Leur arrivée dans les villes

...Donc, de Kiel, de Brême, de Hambourg, de Wilhelmshafen, par groupes de six à sept ils arrivent à Berlin, à Francfort, à Dusseldorf, à Cologne. Cela se passe le 8 et le 9 novembre. Débarqués d'auto, ils courent aux casernes, entrent dans les cours, crient : « C'est fait, c'est la révolution, c'est fini. » Les soldats apparaissent aux fenêtres, écoutent, applaudissent, jettent de l'étage leur matelas, leur manteau, leur casque. Le succès, insensiblement, hausse et inspire les révolutionnaires, ils disent : nous sommes l'autorité ; ils vont à la gare, en prennent la direction, au télégraphe, le réglementent, à l'hôtel de ville, s'y installent.

Comment se fait-il que les pouvoirs établis leur aient laissé faire ça. Après coup, ils se le demandent et ne comprennent plus.

Eclairons l'événement. Si les marins trouvèrent un si subit écho dans les casernes d'Allemagne c'est que depuis longtemps la discipline jouait mal chez les troupes d'arrière. Ces soldats, habitants des villes, mal payés, faisaient des affaires. Leur préoccupation était de trafiquer, ils revendaient aux civils la nourriture des mess. Tous avaient la main ouverte, c'était à coups de billets de cinq marks ou de billets de mille. Les sergents-majors recevaient de l'argent des recrues pour les oublier sur la liste de tours de départ au front.

Le chef de la police de Dusseldorf avouait : « Je sais qu'il y a plus de trois mille déserteurs qui travaillent dans les usines de la ville, qu'y puis-je ? les soldats à ma disposition les approuvent. Tant qu'il n'y aura pas de troubles, je fermerai les yeux, de plus, je n'ai pas d'ordres ». Au passage des trains ramenant les troupes de Russie, à Coblentz surtout, 25 pour cent du régiment disparaissaient. Les soldats blessés qu'on ramenait sans cesse au feu se libéraient d'eux-mêmes. A Bruxelles, des bureaux clandestins de faux certificats militaires s'enrichissaient. Ces hommes, ainsi munis, retournaient en Allemagne. Dans les petites villes, vite percés, on les coffrait ; dans les grandes, on avait peur, on les laissait. La discipline était débordée.

Des marins aux soldats

Donc, succès ; les soldats suivent les marins. Les officiers apprennent d'heure en heure que le mouvement est général, ils ne savent que faire ; dès qu'ils se montrent, les hommes leur retirent épaulettes, cocardes, sabre ; quelle décision prendre ? Ils vont s'enfermer dans leur domicile. Les révolutionnaires sont maîtres, ils se rendent aux prisons, se présentent en armes ; libérez, disent-ils, c'est nous qui commandons. Désarmé, le porte-clefs ouvre, les gredins se répandent. Cologne, prison de matelots, la première, vit ce spectacle. Réunion immédiate dans les casernes, chaque compagnie doit choisir un homme de confiance, il est choisi. Des socialistes habitués de la parole rassemblent ces délégués : — Vous, vous irez chez le gouverneur, vous, chez le bourgmestre, vous, à la police, vous, à la place. Accompagnés d'un parleur, ils partent, arrivent devant les autorités. Bref est le discours : « Désormais, tout ce que vous ordonnerez sera contresigné par ces hommes ». Au-dessus de ces hommes un comité se forma, le Soldatenrath.

L'exemple était donné. Les casernes qui n'avaient pas reçu la visite des marins se joignirent à l'organisation. Les hommes allaient trouver leurs officiers : « Nous voulons faire un Soldatenrath. — Faites. »

Le peuple, les socialistes n'étaient pas seuls ; libéraux, avocats suivaient l'aventure. Il y avait des Soldatenraths de bourgeois comme de prolétaires. Il y en eut qui comptèrent des capitaines. Dès le lendemain de cet état, des ordres arrivèrent partout de Berlin. Ils disaient : les officiers pourront conserver leurs armes, leurs épaulettes et continuer leurs occupations, pourvu que leurs actes soient contrôlés par le délégué. Ces événements se déroulaient entre la demande d'armistice au maréchal Foch et son acceptation. C'est peut-être pour cela que les parlementaires voyagèrent de nuit ! Le troisième jour de ce nouveau régime, les ouvriers se joignirent aux soldats.

L'aspect du nouveau régime

Les riches, au début, prirent peur, les souvenirs de Petrograd dansèrent devant leurs yeux, les premières vingt-quatre heures furent pleines de frissons. Puis les jours, en se succédant, se repassèrent le calme. On promenait ses doigts dans la crinière du fauve. On disait : « Tiens, voilà un Soldatenrath ». Connaissance était faite. Les ouvriers en profitèrent, réclamèrent deux marks de plus de salaire quotidien, la journée de huit heures ; leurs désirs furent exaucés. Les officiers touchèrent leur traitement non diminué. Partout les comités furent sages ; ils contresignaient de confiance, c'était des gens ordonnés, ils étaient pour la bonne marche des affaires, sauf à Berlin.

A Berlin, les nouveaux organisateurs de la société ont gaspillé déjà 800 millions. C'est d'être de la capitale qui leur a donné ces idées de grandeur, c'est aussi que des emplois plus représentatifs les y invitaient.

Albert Londres.

LE CABINET EBERT MENACÉ D'UNE CRISE

Notre correspondant de Zurich annonce que le cabinet Ebert serait menacé d'une crise ministérielle. On sait que ce cabinet, qui détient le pouvoir gouvernemental à Berlin et auquel on a donné le nom de Directoire, est composé de six membres : MM. Ebert, Scheidemann, Landsberg, Haase, Dittmann et Barth. Les trois premiers représentent le groupe des socialistes majoritaires, tandis que les trois derniers appartiennent à la fraction des socialistes indépendants.

Pendant quelque temps, les membres majoritaires et indépendants du Directoire firent assez bon ménage, du moins aucun écho de brouille ne parvenait à l'extérieur. Mais au cours des séances du Congrès des ouvriers et soldats, l'un des trois indépendants leva soudain l'étendard de la révolte et passa avec armes et bagages dans le camp minoritaire. M. Barth fut suivi par ses deux collègues Dittmann et Haase, qui, à leur tour, critiquèrent à diverses reprises le programme gouvernemental. La rivalité entre les socialistes majoritaires et les indépendants, loin de s'atténuer, n'a fait au contraire qu'augmenter. Dès lors, il devenait difficile que les leaders de ce dernier groupe pussent continuer à collaborer avec les trois membres majoritaires du cabinet. La décision qu'ils auraient prise de se retirer ne serait que la conséquence logique de l'état de choses existant. Elle ne ferait que consacrer la scission des deux fractions.

Si, comme il y a tout lieu de le supposer, la nouvelle de la démission des trois ministres indépendants était confirmée, le pouvoir resterait entre les mains d'Ebert et de Scheidemann qui s'adjoindraient des amis politiques et présideraient aux élections de l'Assemblée nationale. Ils paraissent, pour le moment, assez forts pour tenir tête à l'opposition. Ce n'est qu'à Berlin où le groupe Spartacus grossi des indépendants pourrait leur créer de graves embarras.

Les minoritaires donneraient leur démission

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Zurich, 22 Décembre. — Suivant une dépêche de Berlin, les membres minoritaires du cabinet Ebert auraient décidé de provoquer une crise ministérielle en donnant leur démission.

Voir en 2e page
Les Alliés suivent de près, en Russie
et antibolchevik

Le "Comité central" de la République s'est constitué

Bâle, 22 Décembre. — On mande de Berlin, 22 décembre : Le conseil central de la République s'est constitué hier après-midi avec, comme présidents, MM. Leinert, Cohan, Hermann, Muller ; trésorier, M. Schafer ; secrétaire, M. Wegener.

La transmission des pouvoirs par l'ancien comité exécutif doit avoir lieu ce matin dimanche. — (Havas.)

La maladie du kaiser et de la kaiserine s'est aggravée

Bâle, 22 Décembre. — Une dépêche de La Haye, à la *Gazette de Francfort*, dit que l'état de santé de l'ex-kaiserine est tel que l'on doute de la voir finir l'année. Les souffrances causées par la maladie de cœur dont elle est atteinte ont été encore aggravées par la dépression nerveuse provoquée par ses appréhensions au sujet du sort de l'ex-kaiser.

Le kaiser est également sérieusement souffrant. La maladie d'oreilles dont il souffrait empire et on craint qu'elle n'influe sur le cerveau. Il souffre aussi d'une profonde dépression nerveuse causée par les événements.

Une division navale française dans la Baltique

Une division française composée de cinq unités dont un croiseur cuirassé le *Montcalm* est en route pour la Baltique. Cette force navale a pour mission de veiller à l'exécution des clauses de l'armistice, de visiter les ports allemands où sont réunis les prisonniers français, de s'assurer que le rapatriement de ces prisonniers s'effectue dans les meilleures conditions possibles et de prêter son concours, dans toutes les occasions où il pourra être utile, aux navires chargés du transport de nos soldats libérés.

Pour gagner 500 marks les marins boches livrent un sous-marin

Amsterdam, 21 Décembre. — La *Gazette de Cologne* dit que l'amiral Beatty, aux pourparlers de l'armistice naval, n'a pas exigé la reddition du sous-marin *U-9*, commandé par l'officier allemand Weddingen et qui a torpillé trois croiseurs britanniques, en raison « du passé glorieux » de ce bâtiment.

Le journal ajoute que, néanmoins, le sous-marin a été remis aux Alliés parce que l'équipage allemand ne voulait pas perdre l'occasion de gagner la somme de 500 marks promise à chaque homme pour avoir amené un bâtiment en Angleterre.

La *Gazette populaire* estime que cette nouvelle, si elle est vraie, est une honte pour l'Allemagne.

FÊTE FRANCO-AMÉRICAINE

W. WRIGHT

le grand précurseur de l'aviation

célébré avec Lafayette

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Le Mans, 22 Décembre. — La ville du Mans était en fête aujourd'hui. La manifestation franco-américaine, projetée pour le 27 octobre et dont l'épidémie de grippe avait amené l'ajournement, a eu lieu au milieu d'une affluence aussi considérable qu'enthousiaste. On sait qu'il s'agissait d'honorer la mémoire de Lafayette qui, de 1818 à 1822, fut député de la Sarthe, et de déposer la première pierre du monument élevé à Wilbur Wright et aux précurseurs de l'aviation. La Sarthe fut, en effet, en 1908, le théâtre des célèbres expériences du premier homme oiseau.

Wilbur Wright

M. Henry Simon, ministre des Colonies, était venu représenter le gouvernement français et M. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis, représentait l'Amérique.

Ce fut d'abord, après un déjeuner intime, l'hommage solennel rendu au buste de Lafayette provisoirement érigé place de la République. Puis le cortège alla place des Jacobins, pour la pose de la première pierre du monument W. Wright, dont l'avant-projet est dû à deux prix de Rome, MM. Landowski et Bigot.

Successivement le maire M. Buon, MM. d'Aubigny, Lebert, d'Estournelles de Constant, le commandant Brocard, M. Painlevé, prirent la parole.

Honorons donc, conclut l'ancien président du Conseil, la mémoire de Wilbur Wright, d'abord parce qu'il a été un bon artisan du progrès humain, mais aussi parce que, dans les débuts périlleux de l'aviation, il a apporté à la France le concours de son génie. Que son souvenir se mêle pour nous à celui de ses jeunes concitoyens qui, en guerre, ont apporté spontanément à notre aviation militaire le concours de leur héroïsme.

On se souvient que M. Painlevé fut, en 1908, le passager de Wilbur Wright quand celui-ci battit le record du monde.

Puis ce fut le tour du capitaine Dolin Weare, au nom de l'Aéro-Club américain, et de l'ambassadeur Sharp, qui a remercié la France de cet hommage à un vaillant fils des Etats-Unis.

La ville de Dayton (Ohio) a, d'ailleurs, eu un joli geste : elle a pris à sa charge l'entretien annuel de mille enfants du département de la Sarthe. Et c'est ce qu'annonça M. Louis Beaumont, en déposant une palme au nom de la ville américaine.

M. Henry Simon, ministre des Colonies, parle le dernier. Il apporte son témoignage de la part que les Etats-Unis ont prise au succès du droit, « de ce droit national et humain que Lafayette, il y a plus de cent années, était allé servir sur leur sol » :

Gardez dans vos esprits ces quelques chiffres : l'acier américain représentent 150 millions d'obus de 75, le blé américain nourrissant par an 11 millions de Français, les bateaux américains nous apportant chaque mois les 80.000 tonnes d'essence nécessaires à la bataille, les avances de la Trésorerie américaine se montant, en dix-huit mois, à près de 15 milliards de francs.

Voilà l'œuvre des Etats-Unis. Voilà leur part dans la victoire. Voilà comment ils ont payé ce qu'ils devaient à Lafayette.

Le discours du ministre, très applaudi, et les autres allocutions ont été prononcés en présence de Mlle de Beaumont, arrière-petite-fille de Lafayette.

LE COMTE ROMANONÈS emporte de sa visite aux ruines un souvenir poignant

Le comte de Romanonès, président du Conseil des ministres d'Espagne, a quitté Paris hier soir à 20 h. 25, se rendant à Madrid.

Avant son départ, le comte de Romanonès nous a fait la déclaration suivante :

— J'emporte un souvenir inoubliable de l'accueil qui m'a été fait à Paris. Les mots sont impuissants à exprimer l'émotion que j'éprouve.

» J'ai visité cet après-midi les ruines accumulées par les armées allemandes en Champagne et à Reims. Le spectacle est poignant et je suis assuré que tous les Espagnols qui verront après moi ces lieux de désolation ressentiront au même point ce que j'éprouve d'indignation pour les procédés allemands, de pitié et d'admiration pour les souffrances et l'effort magnifique de votre noble pays. »

L'assemblée de Barcelone réclame l'autonomie de la Catalogne

Madrid, 22 Décembre. — Le ministre de l'Intérieur a reçu un télégramme du gouverneur de Barcelone rendant compte des résolutions votées par l'assemblée de la Mancomunidad et des parlementaires catalans déclarant que l'autonomie intégrale de la Catalogne doit être établie d'urgence et qu'un Parlement et un gouvernement catalans doivent être créés d'urgence.

Voici la réponse du gouvernement :

« Le gouvernement a examiné attentivement la note de la Mancomunidad. Il ne dissimule pas le profond mécontentement que lui cause l'attitude de l'assemblée, attitude qui ne répond pas aux efforts faits par lui et qui est aussi contraire à la trêve demandée à tous les partis politiques pendant l'absence du président du Conseil pour des raisons patriotiques... »

Malade, l'amiral Fatou, plénipotentiaire pour l'armistice austro-hongrois est remplacé par l'amiral Ratye

Toulon, 22 Décembre. — Le vapeur *Atonah*, battant pavillon du contre-amiral Fatou, commissaire plénipotentiaire de la République française pour l'exécution de l'armistice austro-hongrois, vient d'arriver sur rade. Cet officier général, malade, a été dirigé sur l'hôpital maritime Sainte-Anne.

Le contre-amiral Ratye lui succède.

Les engagés volontaires et la démobilisation

M. Abrami disait l'autre jour à la Chambre que la question des engagés volontaires a déjà fait couler un flot d'encre ; il aurait pu ajouter : et un flot de paroles. Malgré tous ces flots, elle ne semble pas complètement éclaircie, parce qu'elle n'a pas été traitée dans son ensemble, comme elle aurait dû l'être.

Au point de vue de la démobilisation, il faut distinguer trois catégories d'engagés volontaires :

1° Ceux qui appartiennent par leur âge aux classes de R.A.T. qu'on est en train de libérer. Leur sort est réglé. Ils sont démobilisés avec leur classe, alors même qu'ayant contracté un engagement pour toute la durée de la guerre, ils ne seraient pas encore légalement libérables.

2° Ceux qui ont devancé l'appel de leur classe, et dont la classe, présente sous les drapeaux, n'est pas encore démobilisée.

M. Abrami a dit qu'aucune déclaration gouvernementale n'avait été faite en ce qui les concerne, parce que leur situation est prévue par la loi. Leurs obligations sont celles de leur classe de mobilisation. Ainsi, un jeune homme appartenant par son âge à la classe 16, qui s'est engagé en 1914 au début de la guerre, doit suivre le sort de la classe 14.

Toutefois, M. Abrami a visiblement laissé la porte ouverte à un traitement de faveur quand il a dit : « Il appartiendra à M. Deschamps, d'accord avec le ministre de la Guerre, d'examiner quelles mesures doivent être prises à leur égard. » Il est certain que le jeune homme dont je viens de parler a accompli un acte méritoire en s'engageant dès la déclaration de guerre, qu'il a fait deux ans de guerre de plus que les jeunes gens de son âge, et qu'on pourrait lui en tenir compte, par exemple en le libérant en tête de la classe 14, ou en même temps, que la classe précédente. Je ne parle naturellement que des engagés pour 3 ans. Les engagés à long terme, pour 4 ou 5 ans, qui ont été affectés à des armes spéciales, n'entrent pas en ligne. En tout cas, en ce qui concerne les engagés de 3 ans, qu'on envisage ou non une mesure de faveur à leur endroit, une décision ferme devrait être prise le plus tôt possible, parce que l'incertitude est ce qu'il y a de plus préjudiciable aux intéressés.

3° Ceux qui ont devancé l'appel de leur classe, mais dont la classe (20 ou 21) n'est pas encore sous les drapeaux. Cette catégorie n'est pas très nombreuse, et ne dépasse probablement pas beaucoup une vingtaine de mille. Ces jeunes gens devraient être retenus jusqu'à l'expiration de leur engagement. Toutefois, il peut y avoir avantage à leur laisser le choix entre l'accomplissement intégral de leur temps de service et le renvoi dans leurs foyers. Dans ce dernier cas, ils seraient rappelés à l'activité quand leur classe serait convoquée, pour achever de satisfaire à leurs obligations.

Je ne veux pas terminer ce chapitre sans mentionner que certaines personnes estiment désirable de provoquer dès maintenant le maximum d'engagements. Il ne semble pas que ce soit, pour le moment, la marche à suivre. Les jeunes engagés absorberaient des cadres pour leur instruction ; ils ne seraient pas utilisables avant plusieurs mois et ne permettraient donc pas de démobiliser plus rapidement les hommes libérables. C'est plus tard, quand il faudra mettre sur pied le nouveau statut militaire du pays, que la question des engagements volontaires prendra toute son importance. A ce propos, je me permets de dire qu'il est regrettable que, nulle part à l'heure actuelle, ni au ministère, ni au G.Q.G., on ne commence à étudier ce futur statut militaire. Il ne s'agit pas, pour le moment, d'établir des projets fermes, mais on pourrait y réfléchir et préparer des solutions, en envisageant différentes hypothèses. Nous serons pris de court pour l'examen de cette très grave affaire, comme nous l'avons été pour la démobilisation.

Lt-colonel de THOMASSON.

AURONS-NOUS des courses d'hiver ?

Par M. H. GOMOT, sénateur

Durant ces quatre années de guerre les courses d'hiver ont été supprimées, mais les hostilités ayant pris fin, le retour à la vie normale semble s'imposer. La victoire aurait dû ouvrir la porte des hippodromes. Pourquoi reste-t-elle obstinément fermée ?

Les courses sont réclamées à divers titres. Elles procurent un plaisir, ce qui n'est pas à dédaigner car le goût des sports se répand de plus en plus. Elles améliorent la race, elles préparent le cheval et l'adaptent aux différents usages qu'on veut tirer de lui ; enfin elles sont une source de bénéfices pour les éleveurs et le nombreux personnel qu'ils emploient. L'Etat y trouve également son avantage par ses prélèvements déjà très lourds et qu'il saura bien rendre plus élevés encore en les confiant à la marée montante des impositions nouvelles. A ce jeu tout le monde trouve son compte et je me refuse de m'apitoyer sur le sort des parieurs malheureux ; il leur est si facile de s'abstenir.

La reprise des courses intéresse l'agriculture, l'industrie et spécialement toutes les sociétés qui s'occupent de la conservation et de l'amélioration de la race chevaline française. Leurs revendications sont heureusement et très logiquement formulées en un vœu émis par M. du Rozier, président du Syndicat des éleveurs des chevaux de demi-sang, vœu accepté et présenté au ministre de l'Agriculture par la Société nationale d'encouragement, dont M. Emile Loubet est président.

Le moment est venu de se prononcer sans plus de retard sur les courses d'hi-

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

ver. Ce sont elles qui ont le mieux fait ressortir la valeur du trotteur français et nous n'avons pas une minute à perdre. Elles ont été inaugurées en 1906 et ont donné des résultats toujours grandissants. Grâce à elles notre trotteur jouit d'une réputation mondiale et les éleveurs n'ont qu'à se féliciter des sacrifices qu'ils se sont imposés au début. Les courses d'hiver, qui n'ont jamais été interrompues par les intempéries, pour le cheval de demi-sang, ont prouvé, par cela même, l'endurance de la race.

Reportons-nous aux années qui ont précédé la guerre ; les épreuves hivernales sont dans toute leur splendeur. Le public s'y porte avec ardeur, les journaux spéciaux et les grands quotidiens publient les comptes rendus comme on fait des premières représentations sensationnelles. Elles avaient lieu sur l'hippodrome de Vincennes. Le pari mutuel et les entrées donnaient des résultats invraisemblables ; les œuvres de bienfaisance en bénéficiaient largement.

Des démarches pour la reprise des courses ont été faites, même au cours de la guerre ; M. Méline, ministre de l'Agriculture, les accueillait avec bienveillance. Par une lettre rendue publique et datée du 13 avril 1916, il déclarait qu'il examinerait volontiers la question des courses dès que l'ennemi aurait évacué le territoire. M. Victor Boret est certainement dans les mêmes dispositions et le territoire est évacué.

Où se feront les premières courses d'hiver ? Sur ce point, les intéressés sont tous d'accord. Ils désignent Vincennes et son magnifique hippodrome qui permet de suivre les épreuves dans toutes leurs péripéties. Malheureusement une difficulté assez sérieuse se présente. Sur le champ de courses sont remisées des milliers d'automobiles militaires qui attendent la réforme ou la réfection. Cet obstacle n'est pas pour arrêter l'administration si elle y met du bon vouloir. Suivant le mot d'un écrivain sportif, Vincennes est l'hippodrome rêvé pour les trotteurs. On a parlé de Maisons-Laffitte et d'Enghien, mais qui seraient loin de présenter les mêmes avantages.

Il est à désirer que le ministre de l'Agriculture prenne une décision rapide, qu'il indique l'époque à laquelle les courses pourront commencer. Toutes les sociétés sportives insistent pour une inauguration prochaine. Jamais, en effet, le moment ne fut plus opportun. Les étrangers envahissent Paris, maisons particulières et hôtels sont bondés. Voilà des spectateurs tout trouvés pour nos trottings. Ils se convaincraient *de visu* de la valeur du cheval français ; ils le feraient connaître dans leurs pays d'origine ; ce serait la meilleure des propagandes, elle nous préparerait certainement des transactions rémunératrices pour notre élevage qui a tant de pertes à réparer.

H. GOMOT,
Sénateur du Puy-de-Dôme.

La Reprise des Courses et M. Boret

Le ministre de l'Agriculture, M. Boret, a convoqué pour vendredi 27 décembre le Comité consultatif des courses à l'effet d'étudier les questions relatives à la reprise des courses et au fonctionnement du pari mutuel.

VACANCES SCOLAIRES

Les vacances scolaires, à l'occasion des fêtes du Jour de l'an, auront lieu, cette année, pour les écoles primaires de garçons et de filles, du mardi soir 24 décembre au mercredi 1er janvier inclus (les classes reprendront le vendredi 3 janvier).

Multiplions les œuvres de guerre

L'assemblée générale de l'œuvre du Secours de guerre s'est tenue, hier après-midi, sous la présidence de M. Buloz, adjoint au maire du sixième arrondissement, ayant à ses côtés MM. Mainguet, président de l'œuvre ; Pelletier, directeur, et Lacôte, secrétaire général. Après MM. Buloz et Mayer, M. Lacôte a rappelé l'effort énorme fait par le Secours de guerre qui, depuis 1914, a hospitalisé plus de 300.000 personnes, et dit que la tâche de l'œuvre n'était pas terminée, bien au contraire.

Songez, en effet, aux 2 millions de réfugiés qui vont regagner leur pays et dont la grande majorité traversera Paris à nouveau. Pensez aux prisonniers de guerre, aux soldats que l'on va démobiliser, etc. Croire que l'on fera contourner Paris à tous ces gens est de l'enfantillage ; or, il n'y a dans la capitale rien pour les recevoir. Pourquoi ne pas multiplier les organisations comme celle du Secours de guerre qui a fait ses preuves ; pourquoi ne pas étudier l'installation, dans les régions voisines des villes dévastées, d'œuvres semblables à la nôtre, ce qui permettrait aux ouvriers qui travailleront à la reconstitution de ces villes d'avoir leurs familles avec eux.

LA REVISION DES LISTES ELECTORALES

Avis aux réfugiés

La préfecture de la Seine communique la note suivante :

En vue de faciliter le travail de la revision des listes électorales dans les régions du Nord et de l'Est touchées par l'invasion, les réfugiés hommes, non allocataires, sont instamment priés de bien vouloir se faire connaître. Il leur est recommandé de déposer ou d'envoyer par la poste et dans le plus court délai possible à la mairie de leur arrondissement une déclaration contenant leurs nom, prénoms et âge, ainsi que leur adresse dans leurs communes d'origine.

Le roi Victor-Emmanuel rentre en Italie

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Dijon, 22 Décembre. — Le roi d'Italie et son fils, le prince de Piémont, revenant de visiter les troupes italiennes sur le front, sont arrivés à Dijon par la Porte Neuve à 13 heures 45.

En gare d'Is-sur-Tille, MM. Orlando et Sonnino, arrivés de Paris par train spécial à 10 heures, étaient montés auprès de Victor-Emmanuel.

Sur le quai de la gare de la Porte-Neuve, pavoisée aux couleurs alliées, se trouvaient seulement les personnes chargées du service d'ordre, police, gendarmerie, carabiniers italiens et une cinquantaine de dragons qui ont rendu les honneurs.

Les dames de la Croix-Rouge ont offert un magnifique bouquet au roi qui les a remerciées.

Le train royal, piloté par M. Remenet, ingénieur de la traction, est reparti à 13 h. 53 dans la direction de Perrigny, où il a été aiguillé sur la ligne de Saint-Amour.

M. Alapetite remet à Alphonse XIII la Médaille de la Reconnaissance

Madrid, 22 Décembre. — M. Alapetite, ambassadeur de France, a rendu visite au roi et lui a remis la médaille de la Reconnaissance que le gouvernement français lui a décerné.

M. Alapetite, en remettant la médaille au roi, a prononcé un discours dans lequel il a exprimé la profonde reconnaissance de la France pour la tâche humanitaire qu'il a accomplie pendant la guerre.

400 millions reviennent d'Allemagne

Bruxelles, 22 Décembre. — Dans la nuit du 19 au 20 décembre, il est arrivé à Bruxelles, dans le train venant de Cologne, un wagon contenant une somme de 380.000.000 de marks, accompagnée par des délégués allemands qui en ont fait la remise aux représentants des Alliés.

Les fonds ont été transportés à la banque nationale.

Le parti radical et radical-socialiste et la Société des Nations

Le comité exécutif du parti radical et radical-socialiste a tenu hier après-midi, au Globe, une réunion sous la présidence de M. Renard, député, qui a parlé de l'accueil infiniment cordial du président Wilson, réservé à Brest, à la délégation du parti.

Après M. Justin Godart, qui fait un exposé sur les classes ouvrières et paysannes, exposé à insérer dans le traité de paix, une discussion s'engage alors sur la question de la renaissance des régions libérées. L'assemblée adopte à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Le comité exécutif charge son bureau de se rendre auprès du président du Conseil pour lui signaler la situation lamentable dans laquelle se trouvent les populations des régions libérées, tant au point de vue du ravitaillement que de la réorganisation de la vie économique, familiale et administrative.

Proteste contre le refus systématique des autorités de faciliter le retour des populations dans leurs localités.

Enfin, un ordre du jour de M. Ripault est voté à l'unanimité qui donne au bureau du comité mandat d'être, lors de sa prochaine entrevue avec le président Wilson, l'interprète de la doctrine que le parti radical et radical-socialiste n'a cessé de soutenir avec M. Léon Bourgeois au sujet de la Société des nations.

Des rapatriés français arrivent en France avec la haine des Boches tortionnaires

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Le Havre, 22 Décembre. — A midi 25, le vapeur hollandais *Nieuw Amsterdam*, venant de Rotterdam, a accosté au quai d'escale. Il rapatriait 1.750 Français, dont 450 hommes, 700 femmes et 6 enfants, pour la plupart domiciliés dans le Nord et le Pas-de-Calais. Quelques autres sont de la Somme et de l'Oise. Ils ont été reçus par M. Allemand préfet qui a demandé aux rapatriés d'entretenir la haine contre les Boches qui devront supporter toutes les conséquences de leur défaite, car il faut que la leçon soit si dure pour eux qu'elle leur ôte l'envie de recommencer jamais et que cette guerre soit la dernière.

Ces malheureux rapatriés avaient quitté leurs demeures fin octobre, poussés, à marches forcées, par les soldats allemands jusqu'à Bruxelles. Mais là, ils reçurent un si cordial accueil de la population qu'ils en oublièrent leurs souffrances et vouèrent aux Belges une éternelle reconnaissance.

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Cherbourg, 22 Décembre. — Parmi les prisonniers français rapatriés ce matin par le paquebot français *Patria*, se trouvaient vingt officiers portugais qui ont déclaré avoir subi les plus mauvais traitements de la part des Boches. La nourriture était sommaire et détestable, et il n'était pas rare, disent-ils, de voir chaque jour leurs malheureux compatriotes tomber d'inanition.

Une femme assassinée à Charenton

Une femme, paraissant âgée de 25 ans, a été tuée de plusieurs coups de couteau, hier soir, à sept heures, rue des Ecoles, à Charenton, près du bois de Vincennes. Le cadavre a été transporté à la Morgue. Le meurtrier a pris la fuite.

Au cours de l'examen du cadavre de la victime, on a retrouvé sur le corps une médaille portant, gravés, un prénom, celui de Lucienne, et une date, 5 juin 1897, qui doit être celle de la naissance de la pauvre femme qui était vêtue modestement mais très proprement.

Une autre découverte faite à côté de l'endroit où gisait le corps semble démontrer que l'assassin serait bien un soldat, comme on le supposait. Il s'agit d'une capote portant au col la lettre A, c'est-à-dire l'insigne des automobilistes militaires. On croit que le meurtrier a abandonné ce vêtement afin de pouvoir s'enfuir plus rapidement.

DERNIÈRE HEURE

LES ALLIÉS suivent de près la situation en Russie

Londres, 21 Décembre. — L'agence Reuter tient de source britannique autorisée que les Alliés examinent à fond, en ce moment, toute la question de la Russie.

On se rend parfaitement compte partout que le problème de la Russie est des plus urgents et des plus importants, et on espère qu'il sera possible de le discuter pendant le séjour de M. Wilson à Londres, afin de prendre promptement des mesures.

De nombreux bruits alarmistes circulaient dernièrement, relativement à l'armée bolcheviste. Mais les chiffres mis en avant semblent d'une exagération criante. Les effectifs des combattants bolchevistes ne dépassent probablement pas deux à trois cent mille hommes.

Relativement à la situation politique actuelle, il ne faut pas oublier que depuis plusieurs mois il est impossible aux adversaires du soviet d'exprimer publiquement leur opinion. Tous les chefs du mouvement intellectuel, soucieux de l'avenir du pays, ont été obligés de fuir, soit en Sibérie, soit dans le Sud.

Dans le Sud, il y a plusieurs gouvernements antibolchevistes.

Dans la région de Kouban, il y a l'armée des volontaires d'Alexeïeff, qui tient tête aux bolcheviks et aux Allemands.

Dans la région du Don, il y a un autre gouvernement antibolcheviste. L'armée du général Krasonff y opère, sous la direction politique du cadet modéré Harlamoff. Ce gouvernement agit de concert avec celui de Kouban, et tous les deux agissent avec le gouvernement provisoire de Crimée, avec lequel ils sont en étroit accord.

Le prince Lvoff vient à Paris

L'agence Reuter ajoute :

Un des facteurs satisfaisants est aussi l'arrivée à Londres et à Paris de nombreuses personnalités russes éminentes, appartenant à tous les partis, qui nous sont restées fidèles et qui se sont donné pour tâche de créer un organisme qui s'attachera à résoudre le problème bolcheviste et se mettra à la disposition de la Conférence de la paix à cet effet.

Le prince Lvoff, ancien premier ministre de Russie en 1917, a quitté Londres aujourd'hui pour Paris, accompagné du baron Korff, vice-gouverneur de la Finlande et de M. Vireuboff, membre influent du zemstvo.

MM. Kokovtzoff, autre ancien premier ministre de Russie, et Milioukoff, ancien ministre des Affaires étrangères, sont également partis pour Paris.

La nouvelle vient de parvenir que M. Struve, économiste russe éminent, a réussi à s'échapper en Finlande d'où il repartira pour Londres.

On annonce également que Savinkoff, le révolutionnaire bien connu, qui, à ce qu'on pense, se trouvait en Chine, fait route pour l'Europe et l'on croit qu'il arrivera prochainement à Paris.

On vient d'envoyer une mission militaire britannique pour faire une enquête sur la situation militaire.

La reconstitution des forces russes

Arkhangel, 21 Décembre. — Il s'est formé une union des organisations publiques représentant toutes les classes de la population, sans distinction de partis politiques, ayant pour but de contribuer à la reconstitution des forces armées nationales.

Le gouvernement provisoire a autorisé le général gouverneur à fixer le terme des appels à la classe 1889.

Les conscrits demeurant à l'étranger doivent rentrer en Russie et se présenter au premier dépôt.

Reval est évacué

Amsterdam, 21 Décembre. — Un télégramme de Berlin annonce l'évacuation de Reval.

Le ravitaillement des pays dévastés par les missions américaines

Le ravitaillement américain envoie trois missions chargées, de concert avec les Alliés, de secourir les régions de l'Europe qui sont menacées par la famine.

Le colonel Atwood et ses officiers sont chargés du ravitaillement de la Serbie et de la Yougo-Slavie. Des vivres ont été déjà débarqués dans les ports de l'Adriatique. Le colonel Mac Intosh se rend à Trieste pour contrôler les bases de ravitaillement.

Enfin, se rendent en Pologne, le colonel Grove, le docteur Vernon Kellog et M. Hugh Gibson. Les gouvernements français et britannique envoient également des missions.

Des préparations similaires sont en train d'être organisées en faveur de la Roumanie.

Quant à la Belgique et au Nord de la France, on développe rapidement l'organisation des secours, surtout en ce qui concerne les habitations temporaires et les vêtements, par l'intermédiaire de la Commission de Secours en Belgique, dirigée par M. W.-B. Poland, à qui sont adjoints des officiers d'état-major américains, britanniques et français.

Le premier ministère yougo-slave

Belgrade, 21 Décembre. — Le cabinet yougo-slave a été constitué. Le président du Conseil est M. Protitch ; le vice-président, M. Korosec. Le portefeuille des affaires étrangères est confié à M. Trumbitch, et le département des finances à M. Nintchitch.

M. Pachitch présidera la mission chargée de représenter l'état yougo-slave au congrès de la paix.

Ce que sera la nouvelle Constitution allemande

Amsterdam, 22 Décembre. — Les *Dusseldorfer Nachriten* disent que la conférence tenue à Berlin pour discuter la nouvelle constitution de l'empire et à laquelle ont pris part le secrétaire d'Etat à l'intérieur et d'autres personnalités bien connues, dont le ministre autrichien, s'est mise d'accord sur les bases suivantes :

Le président élu sera le chef du gouvernement impérial.

Ses pouvoirs tiendront le milieu entre ceux du Président des Etats-Unis et ceux du roi d'Angleterre.

Le président formera le cabinet d'après les principes parlementaires ; ce cabinet sera assisté par un « Conseil des Etats » composé des délégués des Républiques fédérales et qui correspondra au Sénat américain. Ce Conseil des Etats ne se mêlera cependant pas des affaires particulières des Républiques fédérales, qui seront au nombre de quatorze ou quinze.

Un aveu d'Hindenburg

Amsterdam, 22 Décembre. — On mande de Cassel :

L'*Allgemeine Zeitung* publie une proclamation du maréchal Hindenburg adressée du quartier général aux troupes à l'occasion de la fête de Noël.

« *L'Allemagne, dit-il, a résisté sans s'écrouler à un monde d'ennemis* », et il constate amèrement que l'armée allemande, « *crainte et respectée jusqu'au bout par ses ennemis, s'est maintenant évanouie, dispersée, débandée.* »

Les forces allemandes de la rive droite du Rhin

Amsterdam, 22 Décembre. — On mande de Berlin à la *Gazette du Rhin et de Westphalie* :

La zone neutre de la rive droite du Rhin est divisée comme suit :

La première zone *va de la frontière hollandaise jusqu'à Ratingen ; elle a pour limite septentrionale la tête de pont de Cologne. Le siège du commandement sera à Wesel. Un bataillon d'infanterie et un escadron de cavalerie seront stationnés à Wesel et un bataillon d'infanterie à Dusseldorf.*

La deuxième zone *sera contiguë à l'angle formé par les têtes de pont de Cologne et de Coblence. Le commandement sera installé à Wipperfuerth. Un bataillon sera stationné à Remarcheid ; un escadron à Wipperfuerth et un autre à Eitorf.*

La troisième zone *s'étend dans l'angle formé par les têtes de pont de Coblence et de Mayence, en y comprenant Lorch. Le commandement sera à Westerburg. Un bataillon sera caserné à Hachenburg et un à Limburg, et un escadron à Westerburg.*

La quatrième zone *s'étend jusqu'à la frontière de Suisse. Le commandement sera à Carlsruhe, et un bataillon et un escadron seront stationnés respectivement à Carlsruhe et à Larmstadt, un escadron à Hombourg, à Schwetzingen et à Muehlheim, et un bataillon à Francfort et à Mannheim.*

Le premier pont français jeté sur le Rhin

Mayence, 21 Décembre. — Le 20 décembre a eu lieu l'achèvement du premier pont français jeté sur le Rhin entre Nierstein et Oppenheim.

Les pontonniers ont rendu les honneurs debout sur les bateaux, rames dressées, le drapeau et les fanions des compagnies flottant aux javeaux. Une manœuvre d'ouverture et de fermeture des portières a été exécutée en présence du général Mangin. Une ouverture de soixante-dix-huit mètres sera maintenue en permanence pour laisser la navigation libre.

Ce pont a 320 mètres de long et a été fait en cinq heures dans des conditions atmosphériques particulièrement difficiles.

Wilson invité à visiter l'Irlande

Londres, 22 Décembre. — Une réunion des délégués des habitants de Dublin, de Queenstown, de Limerick et d'autres villes de l'Irlande a adopté une résolution invitant le Président Wilson à visiter l'Irlande.

Si la guerre avait continué des engins terrifiants auraient été employés

Londres, 22 Décembre. — Parlant hier des représentants du commerce des mesures prises par le ministère des Munitions, afin de faciliter le passage de l'industrie du pied de guerre au pied de paix, M. Winston Churchill, ministre des Munitions, a dit :

Les difficultés qui, à la veille de l'armistice, paraissaient si formidables, n'ont pas été, jusqu'à présent, aussi graves que la plupart de nous l'avions crainte.

Lorsque les hostilités ont cessé sur le front ouest, nous avions atteint le point culminant dans la production de matériel de guerre, dans tous les genres. Nous avions toute une série de nouveautés terrifiantes, certaines du caractère le plus compliqué. Nous avions enfin des armes et des engins extrêmement meurtriers prêts à être utilisés par nos troupes dans la campagne s'il en avait été besoin. Ainsi le ministère des Munitions avait atteint son plein développement et comme un coureur qui approche au but donnait tout son effort.

A travers Paris

16.000 francs de champagne volé

La maison de transports Baudry, 10, rue Ordener, avait chargé son camionneur, le jeune Georges Monsallier, âgé de 18 ans, et demeurant 15, rue Petit, de livrer un chargement de 31 caisses de champagne.

Profitant d'une courte absence de l'employé, des individus ont grimpé sur le siège du camion et ont pris la fuite. La voiture a été retrouvée le soir, rue Amelot, mais ne contenait plus que 16 caisses.

Le montant du vol est évalué à 16.000 francs.

Le joyeux réveillon interrompu

Rue Monge, des inspecteurs en surveillance autour d'un magasin d'alimentation apercevaient, hier soir, deux individus qui, rapidement, faisaient disparaître sous leurs vêtements des conserves volées à l'étalage. L'un des filous réussit à disparaître, mais son complice, Arthur Massain, 17 ans, demeurant rue des Sept-Arpents, au Pré-Saint-Gervais, put être arrêté. Une perquisition faite à son domicile fit découvrir une quantité de marchandises volées. Les deux filous se proposaient de faire avec, et en compagnie d'autres acolytes, un joyeux réveillon.

FAITS DIVERS

6e arr. — Rue Mazarine, Mme Lucienne Chifat, 60 ans, marchande des quatre saisons, demeurant 70, rue Quincampoix, est renversée par une auto. La marchande, grièvement blessée, est transportée à la Charité.

7e arr. — Avenue de La Motte-Picquet, M. Georges Charinal, courtier, âgé de 55 ans, demeurant rue des Ecoles, à Charenton, est renversé par un tracteur militaire, grièvement blessé, et transporté à Necker.

10e arr. — Quai Jemmapes, on a retiré, hier après-midi du canal Saint-Martin, le cadavre d'un mutilé de la guerre, Emile-Eugène Laverdure, né à Versailles, le 25 février 1893, facteur des postes, demeurant 28, rue Bichat. Le suicide remonte au 7 décembre dernier.

13e arr. — En rentrant chez lui, 97, rue des Cinq-Diamants, M. Victor Courreux, comptable, trouve son logement cambriolé. Une somme de quatre cents francs déposée dans une armoire, avait disparu.

Autour de Paris

SEINE-ET-MARNE

Lagny-sur-Marne. — Par suite d'une rupture d'attelage, un train de permissionnaires avait été obligé de stopper à proximité du sémaphore de Pomponne. Plusieurs militaires avaient profité de cet arrêt pour descendre à contre-voie malgré la défense du chef de train, deux d'entre eux, Nicolas Ropero, du 80e d'infanterie et Leduque-Vital, du 49e bataillon de chasseurs à pied, furent violemment projetés à terre et grièvement blessés par un train se dirigeant sur Paris. Ropero et Leduque-Vital ont été transportés à l'hôpital auxiliaire 202.

NOUVELLES DIVERSES

Sur l'initiative de M. Boudenoot, sénateur du Pas-de-Calais, les maires et adjoints des arrondissements d'Arras et de Béthune se sont réunis, hier après-midi, 19, rue Blanche. MM. Laut et Boudenoot ont pris ensuite la parole et ce dernier a pris l'engagement de poursuivre au Parlement la défense des intérêts qui lui ont été confiés.

— Le prince Albert a quitté Londres hier pour reprendre son service en France.

— M. Georges Leygues, ministre de la Marine, a reconstitué son cabinet civil comme suit : M. Henri Moysset, chef du cabinet civil ; M. Pujo, rédacteur principal au ministère de la Marine, sous-chef du cabinet civil.

— Lady Townshend, femme du général, a été décorée de la médaille de 1re classe en vermeil de la reconnaissance française, à la suite des services qu'elle a rendus sur le front dans l'œuvre de la Goutte de Café.

— L'insigne des blessés civils de la guerre a été attribué à Paris à M. Charles Belleau et à Mlle Marie Royer, au Kremlin-Bicêtre.

— L'exposition au musée Galliéra du modèle des épées que la Ville de Paris désire offrir aux maréchaux de France, qui devait s'ouvrir hier, est remise à une date ultérieure.

— Les réfugiés ardennais se sont réunis, hier après-midi, à la mairie du dixième arrondissement, pour discuter sur le remploi obligatoire après la guerre.

— Lors de l'entrée des troupes françaises dans Coblence, il a été dit que c'était le 3e régiment de tirailleurs qui avait défilé dans la ville du Rhin alors que c'est le 13e. Ajoutons que parmi les troupes qui ont traversé la ville se trouvait le glorieux 78e bataillon d'infanterie qui s'est illustré par tant de hauts faits d'armes.

— Le colonel d'infanterie coloniale Larroque est nommé directeur des troupes coloniales au ministère de la Guerre en remplacement du général de brigade Aubé, appelé à un autre emploi.

LES SPORTS

CYCLISME

Au Vélodrome d'Hiver. — Résultats de la réunion d'hier : Prix des Abonnés, 1.500 m. : 1. Cousseau, 2' 13" 2/5 ; 2. Morel ; 3. Michot. — Prix de la Victoire, internationale, 1.000 m. : séries gagnées par Ellegaard, Egg, A. Groslimond, Pouchois, Sergent, Trouvé, Siméonie, Bertrand, Henri Martin ; finale : 1. Pouchois, 2' 49" 4/5 ; 2. Egg, à une demi-roue ; 3. Ellegaard. — Course de primes par éliminations, 5 kil. ; Bellivier, Cousseau, Dupont, A. Groslimond, Schlick, Prudhomme, Besson, Poin, Requis, Perrin, ce dernier battant Maurice, sont successivement éliminés après avoir gagné leur prime. Temps : 6' 3". — Course de tandems, 1.500 m. : 1. Ellegaard-H. Martin, 2' 13" 1/5 ; 2. Egg-Perchicot ; 3. Deschamps-Siméonie. — Coupe des Alliés, épreuve de 30 kil. par totalisation de points tous les 1.500 m. : 1. Godivier, 45 points et 46' 23" 2/5 ; 2. Deruyter, 35 points ; 3. Parisot, 28 points ; 4. Beyl, 27 points ; 5. J. Alavoine, 23 points, etc. Une chute dont sont victimes, au 28e kilomètre, Alavoine et Deruyter, fait perdre à ce dernier le bénéfice de la première place.

FOOTBALL RUGBY

Les matches d'hier. — Au Parc des Princes, le Stade Français a battu des Néo-Zélandais (sélection de Rouen), par 9 points (3 essais : Dandieu, Cratunesco, Gauthier), à 5 points (essai transformé en but : Eastgake).

FOOTBALL ASSOCIATION

Coupe Nationale de l'U. S. F. S. A. — S. C. de Choisy bat A. S. Française, 4 buts à 3. — C. A. Société Générale bat U. S. Noiséenne, 11 à 1. — U. S. Amicale de Clichy bat C. O. Usine Renault, 3 à 1. — Raincy Sports bat Standard Athletic Club, 3 à 1. — Club Général d'Entraînement bat Légion Saint-Michel, 3 à 0. — Gallia Club bat U. A. de Montmartre, 4 à 1.

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

La Compagnie d'Orléans informe le public qu'en raison de l'importance des transports de ravitaillement et de démobilisation, aucun dédoublement de train ne pourra avoir lieu à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An.

Il est rappelé à MM. les voyageurs qu'ils ne sont admis dans les trains réguliers que dans la limite des places disponibles.

ECHOS

Le roi d'Italie a remis personnellement la croix du mérite de guerre au maréchal Pétain et aux généraux Maistre et Guillaumat, déjà titulaires d'autres ordres italiens.

Pour reconnaître les éminents services qu'ils ont rendus à l'armée grecque, le gouvernement hellénique a conféré la croix de guerre de première classe au général Franchet d'Espérey et la croix de guerre de deuxième classe au général Charpy, chef d'état-major.

Hier, a eu lieu, sous la présidence de M. Lucien Poincaré, vice-recteur de l'Académie de Paris, une séance solennelle de la Ligue maritime française. Le professeur Berget, M. Paul Parsy, M. Lacour-Gayet, de l'Institut, et M. Poincaré ont pris successivement la parole et la musique du 230e d'infanterie territoriale prêtait son concours à cette cérémonie.

Un buste du fondateur des foyers laïques du soldat, M. Edmond Goudcheaux, a été inauguré hier à Vincennes. MM. Rocheron, Robelin et Thomson ont pris la parole, puis M. Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, au nom du gouvernement. Celui-ci a rappelé que Goudcheaux, Lorrain de Metz, avait toujours gardé intacte sa foi dans la réparation de l'injustice de 1871.

Une surprise fut ménagée, hier, aux 600 jeunes gens des groupes parisiens de l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire au cours de leurs exercices du camp de Saint-Maur : ce fut l'arrivée du capitaine-président Adolphe Chéron qui, rentrant d'Allemagne, après trois ans de captivité, avait tenu à reprendre contact.

MAXIMA a toujours acheté... Aujourd'hui, MAXIMA vend, 3, rue Taitbout, au rez-de-chaussée, dans ses splendides galeries d'exposition : ses collections d'antiquités, tapisseries et meubles anciens, vieilles porcelaines de Chine, tableaux et bibelots d'art.

Le contrôle des objets volés par les Boches

Tous les intéressés belges et alliés sont invités à faire connaître à la délégation financière belge, siégeant à la Banque nationale de Belgique, rue du Bois-Sauvage, à Bruxelles, le détail des valeurs dont ils réclament la restitution. Ces réclamations devront être subdivisées en quatre catégories séparées : documents, espèces et billets de banque, valeurs mobilières, objets d'art, et porter en tête l'indication des valeurs qu'elles concernent. Elles devront être adressées en franchise de port avant le 15 janvier prochain et porter les nom, prénoms et adresses des déclarants.

Les Cheminots demandent un statut général du personnel

Le syndicat professionnel des cheminots de France vient de tenir, à son siège, 6, rue Cadet, une réunion d'étude que présidait M. Jean Lerolle, député. M. Lerolle a été chargé de défendre devant la commission des travaux publics une motion du syndicat demant l'élaboration par une commission mixte d'un statut général du personnel des chemins de fer. Ce statut réglerait les modes d'admission, de recrutement, d'avancement, l'échelle des salaires, etc. Les cheminots demandent l'unification de tous les traitements par catégorie et l'englobement de la cherté de vie dans les traitements.

Programme des Spectacles

Opéra, Rel. — (Mardi, 7 h. 1/2, Samson et Dalila, ballet de Patrie).
Français, 7 h. 3/4. — Le Cloître, Deux Couverts.
Opéra-Comique, 8 h. — Madame Butterfly.
Odéon, 7 h. 3/4. — Andromaque, Les Plaideurs.
Vaudeville, 8 h. 1/2. — La Revue de Paris.
Châtelet, 8 h. — Les Millions de l'Oncle Sam.
Sarah-Bernhardt, 8 h. — L'Aiglon.
Gaîté, Rel. — (Mardi, 8 h., La Vivandière).
Variétés, 8 h. — Rhodope (opérette).
Palais-Royal, 8 h. 1/4. — Le Filon.
Scala, 8 h. 1/4. — La Gare Régulatrice.
Antoine, 8 h. 1/2. — Le Traité d'Auteuil.
Renaissance, 8 h. 1/4. — Chouquette et son as.
Porte-Saint-Martin, 8 h. — Samson.
Gymnase, 8 h. 1/2. — La Vérité toute nue.
Bouffes-Parisiens, 8 h. 3/4. — Phi-Phi.
Athénée, 8 h. 1/2. — Le Couché de la Mariée.
Ambigu, 8 h. 1/4. — La Femme et le Pantin.
Edouard VII, 9 h. — Daphnis et Chloé.
Trianon, 8 h. 1/4. — Les Mousquetaires au Couvent.
Déjazet, 8 h. 1/2. — Le Tampon du Capiston.
Cluny, 8 h. 1/2. — Où est le Chameau ?
Grand-Guignol, 8 h. 1/2. — Le Viol.
Moncey, 8 h. — Gillette de Narbonne (R. Lambrecht).
Théâtre des Arts, 8 h. 1/2. — Beulemans à Marseille.
Folies-Bergère, 8 h. 30. — Zig-Zag, revue.
Apollo, 8 h. 30. — La Reine Joyeuse, opérette.
Casino de Paris, 8 h. 30. — Pa-Ri-Ki-Ri revue.
Olympia, 2 h. 30. 8 h. 30. — Spectacle de music-hall.
Concert Mayol, 8 h. 30. — Prince Rigadin.
Nouveau-Cirque, 8 h. 15. — 20 attractions.
Médrano, 8 h. 15. — Attractions variées.
Empire, 8 h. 15. — La Mascotte.
Gaumont-Palace, 8 h. 15. — Le Noël d'Yveline.
Pathé-Palace, 2 à 11 h. — Strasbourg.
Artistic (61, r. Douai), 8 h. 30. — L'Enigme.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS par Correspondance aux Militaires. — Ecole PIGIER, 53 rue Rivoli à Paris.

Le No 0.10 — POUR LES ENFANTS SAGES — Le No 0.10
Achetez AUJOURD'HUI
Le Bon Point Amusant
Numéro spécial de Noël
12 pages illustrées dont 4 en couleurs
GRAND CONCOURS doté de 1000 fr. de prix en espèces
En vente chez tous les libraires
Albin MICHEL, Edit., 22, rue Huyghens, PARIS
Abonnt 1 an S. et S.-&-O. 6 fr. — Abonnt 1 an Départts 7 fr.

LA TEMPERATURE

Thermomètre. — Hier à midi 1 6° au-dessus de zéro ; à 9 h., 4° ; à minuit, 2°.

Bureau central météorologique. — Le temps est généralement couvert ou pluvieux ; on signale de la neige dans l'Est. La température a monté dans nos régions de l'Ouest ; elle a baissé dans l'Est.

Prévisions. — En France, un temps couvert, brumeux et pluvieux reste probable.

LE GÉRANT : E. DURAND
Imprimerie du *Petit Journal* (Volumard, imp.)

FEUILLETON du Petit Journal du 23 Décembre 1918

— 3 — (*)

Chagrin d'Amour

RÉSUMÉ DES DEUX PREMIERS FEUILLETONS

Léon Daurian, interne à l'hôpital Lariboisière, fils de paysans des environs de Chartres, est un travailleur brillamment doué, en qui le professeur Gamard, son chef de service, voit un futur confrère, un homme hors pair. Daurian a reçu de ses parents une lettre où ils désapprouvent le mariage qu'il projette avec une « chanteuse », Christiane. De son côté Gamard, dans une conversation familière, a affirmé à son interne que Christiane était la maîtresse de Montravers, le procureur général. Si Daurian n'a pas protesté contre l'injurieux propos de son maître, c'est pour ne pas lui laisser voir son amour pour l'actrice, et aussi parce qu'un doute jaloux est né en lui. Daurian vient de recevoir une lettre dont il a aussitôt reconnu l'écriture.

II. — Vers la haine (Suite)

Très vite, Daurian quittait le vestibule de la maison, s'éloignant vers l'avenue Trudaine, dans la direction d'un petit restaurant où il déjeunait d'ordinaire.

— Christiane !... C'est Christiane qui m'écrit !

Et un sourire lui venait.

La lettre tombait bien, parbleu ! qui, sans doute, lui apportait quelque rendez-vous, quelque parole d'affection, de quoi balayer de son cœur le doute cruel qui l'angoissait.

L'écriture était jolie, fine, décidée et autoritaire.

Trois phrases, d'ailleurs, trois phrases rapides, griffonnées sans doute sur le coin d'une toilette, dans la tiède atmosphère d'un cabinet où sa maîtresse achevait de se vêtir.

« *Ami, vous aviez l'air, hier soir, tout triste et tout méchant. Aujourd'hui, de cinq à sept, je passerai chez moi avant de retourner à la répétition. Si vous êtes libre, venez me sourire, me dire que je ne vous ai point fait de peine, et que vous aimez toujours autant...* CHRISTIANE. »

Il glissa le court billet dans la poche secrète de son portefeuille.

Une si petite chose, en somme, qu'une lettre de cette nature !

Cela ne prouve rien du tout ! Les plus menteuses et les plus fausses peuvent en écrire de bien plus belles !

Et cependant, du parfum de l'enveloppe, des mots très simples se dégageaient une vertu secrète, une vertu de sommeil et d'oubli...

Daurian cessa de trembler et d'avoir peur.

La phrase qui est la phrase de tous les temps et de tous les cœurs, le verbe qui est le verbe par excellence, lui remontait aux lèvres :

— Je l'aime... je l'aime...

Allons ! Du courage ! Encore six mois, peut-être, de dur labeur, son internat à finir, la médaille à enlever, et la vie s'ouvrirait devant lui, la vie où il cheminerait, avec elle appuyée à son bras, elle qui serait confiante, comme il voulait être confiant.

— Je suis bien sentimental ! pensa soudain Daurian.

Un instant, il s'immobilisait, flambant une cigarette, puis il pressait le pas, voulant, au coin de la rue de Dunkerque, acheter un illustré.

Or, comme il atteignait la petite rue montueuse aux allures provinciales, Daurian, soudain, s'immobilisa.

— Ah ! par exemple !...

Et ce fut encore un mot essentiel qu'il balbutia, le mot où les amants font tenir, avec tout leur amour, tout leur bonheur et tout leur rêve :

— Elle !...

D'une voiture arrêtée, une femme venait de surgir, qui payait le chauffeur et s'éloignait d'un bon pas.

C'était bien elle, c'était Christiane !

Daurian, certes, n'exagérait point en disant qu'elle était belle et désirable.

Aussi bien, derrière elle, un sillage amoureux semblait se refermer sur ses pas.

Les passants croisés se retournaient. Les femmes qui l'avaient aperçue fronçaient instinctivement le sourcil, cherchant à cette beauté, qui les vexait, une tare, une irrégularité...

Elle était plus que belle, Christiane !

Avant tout, elle était femme, capiteuse et troublante, de celles qui n'ont point *que* des amants, des amoureux ou des maris, mais bien qui s'attachent des esclaves...

Les prunelles profondes avaient un regard ensorceleur.

Il était tour à tour câlin et volontaire, prometteur et discret. Surtout, il semblait receler une âme, une âme étrange, ardente, avide, que l'on avait envie de griser de tendresse et d'amour.

Grande, mince, souple, elle allait de cette démarche qui est particulière aux Parisiennes et qui semble le volettement précipité d'un oiseau effarouché.

Très simple pourtant, vêtue d'un irréprochable tailleur qui la corsetait d'une gaine étroite, chaussée de noir, et ne semblant guère s'occuper des désirs qui la souffletaient au passage.

— Elle !...

En reconnaissant la jeune femme, Daurian, d'abord, avait failli crier de surprise, se précipiter...

Au contact de l'artiste, cependant, sa nature un peu franche, un peu brusque, s'était affinée déjà. Il eut le courage de ne point la suivre, de la regarder s'éloigner, de s'accorder, alors qu'elle ne le savait point, le trouble amoureux de la désirer.

Aussi bien, chacun des gestes de la jeune femme avait pour lui la douceur précise d'une caresse d'amour.

Au carrefour de la rue Rochechouart, Christiane avait tourné sur la droite, se hâtant vers la place du Delta.

— La chérie, murmurait Daurian. Comme elle se presse !...

Et il riait, heureux, gai, devinant fort bien où pouvait se rendre l'adorée.

Christiane habitait rue François Ier, à deux pas des Champs-Elysées. Elle se levait tard d'ordinaire. Certes, pour se trouver ainsi à pareille heure, dans ce quartier populeux du boulevard Barbès, il fallait qu'elle obéît à un motif bien pressant !

Mais ce motif, Daurian n'avait aucune peine à l'imaginer...

Christiane venait, ainsi qu'elle l'avait déjà fait plusieurs fois, le demander à l'hôpital... Elle lui réservait la surprise d'un déjeuner en tête à tête.

— Au bout de la rue, songeait Daurian, se répétant à lui-même ce qu'il savait être la vérité, Christiane va tourner à droite. Elle aura un geste de contrariété en s'apercevant qu'il est déjà midi et quart. Elle craindra que j'aie fini de déjeuner...

Il riait de bon cœur, pressant le pas, maintenant, oubliant bien les mauvais propos du professeur Gamard et devinant que la jeune femme, ayant peur de le manquer, avait poussé la précaution jusqu'à laisser chez sa concierge le petit mot qu'il venait de lire...

Allons ! la vie était bonne à qui savait goûter les heures d'amour qu'elle réservait aux humains.

— J'aime et je suis aimé ! pensa joyeusement l'excellent Léon Daurian.

Mais, brusquement, il s'étonna.

Parvenue sur la place du Delta, Christiane ne prenait point la direction de Lariboisière. Elle traversait au contraire les boulevards extérieurs, continuant à monter la rue Clignancourt.

— Par exemple ! pensa l'interne.

Il lui vint à la pensée que Christiane voulait effectuer quelques courses avant de passer à l'hôpital.

Il était tard, cependant !

Léon Daurian, instinctivement, avait ralenti le pas. Il marcha plus lentement encore, lorsqu'il vit soudain la jeune femme tourner encore une fois, s'engager dans la rue déserte qu'est la rue Pierre-Picard...

— Où diable va-t-elle ?..

Puis il pensa crier d'étonnement.

Christiane venait de passer devant l'étal d'un boucher fort achalandé.

Elle semblait passer là avec ostentation, ralentissant sa marche au point de s'arrêter... Puis, elle revenait en arrière, retournait encore une fois sur ses pas...

— Qu'est-ce que cela veut dire ?...

Daurian, désormais, sentait son cœur battre à grands coups dans sa poitrine.

Il inventait des choses absurdes ! Même, il voyait ce qu'il ne pouvait voir :

Immobilisé au coin de la rue, caché par le va-et-vient des passants, Daurian croyait distinguer la mimique, joyeuse de surprise, d'un garçon boucher qui levait les bras en l'air au passage de Christiane.

Allons donc ! Mais c'était fou ?

Et voilà que précipitamment, fiévreusement, ce garçon boucher dénouait son tablier, dépouillait sa veste de toile, endossait un veston, se coiffait d'une plate casquette, sortait, prenait tendrement le bras de Christiane...

Daurian, le cœur battant, la gorge sèche, les yeux troubles, titubait maintenant comme un homme ivre.

— Elle ! Elle ! murmurait-il.

Et il ajoutait, la pensée heurtée, la phrase bégayante :

— Ce garçon !... Cet homme !...

(*A suivre.*) M. A. DE SIRA.

(*) Copyright in the United States of America by M. A. de Sira.
Tous droits de reproduction traduction et adaptation cinématographique réservés pour tous pays.